

**Sécurisation sanitaire, plan d'urgence pour l'Éducation et revalorisation des personnels :**

IL FAUT SAVOIR CONTINUER UNE GRÈVE !

Après la grève exemplaire du 13 janvier, nous ne pouvons pas nous contenter des larmes de crocodile de Blanquer et de ses premières annonces tant l'urgence est encore là ! Pour amplifier le rapport de force, construisons la mobilisation à la base, soyons nombreux·euses dans les grèves, du 20 et 27/01, puis tant qu'il le faudra !

Situation sanitaire : l'école encore sous pression !

Reconnaître "des erreurs" n'y changera rien : **le choix du gouvernement de laisser circuler massivement le virus**, place toujours le système éducatif, comme l'hôpital, dans le rouge. La semaine dernière selon le ministère, 331 175 élèves et 25 571 personnels ont été comptabilisés positifs. Au regard des taux d'incidence et chiffres de contaminations SPF dans les classes d'âge scolaires, les chiffres du MEN sont encore une fois sous-évalués.

Cela pose un problème de santé publique. Le gouvernement mise cyniquement sur la rareté des cas graves chez les jeunes mais les hospitalisations, cas critiques et même décès ont très fortement augmenté par rapport aux vagues précédentes chez les mineurs. Il n'est pas acceptable d'exposer massivement les élèves, leurs familles et proches, comme les personnels, certain·es fragiles, à un virus dont on commence à peine à entrevoir les possibilités de séquelles sur le long terme. **Il faut en revenir à la seule règle protectrice et lisible sur la durée : un cas = fermeture de la classe et dépistage.**

Cela pose un problème éducatif. Le nombre d'arrêts liés au COVID explose chez les personnels engendrant des dysfonctionnements majeurs avec des milliers d'heures de cours non remplacées. Quel sens donner à l'éducation quand dans le même temps l'absentéisme des élèves est massif avec des allers/retours entre école et séjours à la maison ? **Pour pouvoir fonctionner, il faut impérativement des moyens humains, au-delà des annonces de recrutement encore insuffisantes !** Il y a peu d'espoir d'améliorations notables dans les prochaines semaines. Un retour provisoire jusqu'aux

vacances, aux demi-journées ou du distanciel de manière organisée serait plus profitable que ce chaos éducatif.

Le calendrier de l'année scolaire doit être réaménagé et les attendus revus. Dans le primaire, les évaluations nationales ont encore moins de sens cette année, nous revendiquons leur suppression. Dans le secondaire, pour le bac, nous exigeons le report des épreuves dont nous avons toujours dénoncé les programmes irréalisables et très loin des réalités du terrain.

Chouette, le ministère remplit enfin ses obligations ?

Les annonces faites par l'exécutif jeudi, relèvent pour l'essentiel des obligations de l'État. **En tant qu'employeur, il doit fournir aux personnels les équipements de protection individuels nécessaires**, en premier lieu des masques efficaces. Or la dotation en masques chirurgicaux n'est toujours pas arrivée et le nombre de FFP2 couvre des besoins trop restreints. **Les dotations doivent être revues à la hausse et renouvelées pour que les personnels soient doté·e·s systématiquement jusqu'à la fin d'année scolaire.**

Le ministère est censé être garant du temps d'enseignement dû aux élèves. En temps normal, les remplacements sont déjà un point noir, en particulier dans le secondaire. **Les 3300 recrutements de contractuels ou l'usage des listes complémentaires des concours, ne seront pas suffisants dans ce contexte. Nous ne pouvons pas nous contenter d'emplois précaires** alors qu'il s'agit d'un problème structurel : ces nouveaux collègues doivent être formés et intégrés.

Pour le reste, pas de changements sur la stratégie ni les protocoles. L'incertitude sur l'apparition de nouveaux variants comme la perspective d'une endémie à terme du COVID, avec des vagues ponctuelles ou saisonnières régulières, **implique d'en finir avec une gestion à court terme et d'anticiper sur le long terme les politiques de prévention** pour protéger nos établissements et les membres de la communauté éducative. L'annonce d'une rallonge de l'enveloppe dérisoire de 20 millions en soutien aux collectivités ne peut nous satisfaire. **L'État doit prendre en charge la dotation générale des établissements en capteurs CO2 et mener en lien avec les collectivités une action plus globale sur la qualité de l'air et de la ventilation dans les établissements, avec un plan de financement.**



Nous voulons un plan d'urgence pour l'Éducation et la revalorisation des personnels !

La crise sanitaire a révélé des manquements invraisemblables dans tous les secteurs de l'éducation, conséquence d'années de choix politiques austéritaires. C'est pourquoi **nous devons continuer à revendiquer un plan d'urgence pour l'éducation. Cela passe par des embauches de titulaires** : enseignant·es pour diminuer le nombre d'élèves par classe ou rebâtir un système de remplacement efficace ; de personnels santé-sociaux pour une vraie politique de prévention et de soins dans les établissements ; de vie scolaire pour mieux accompagner les élèves au quotidien ; administratifs notamment pour l'aide aux directions dans le primaire. **Cela nécessite la titularisation des personnels précaires et la pérennisation des missions AED et AESH par la création d'un nouveau corps de la fonction publique en rapport avec les missions de vie scolaire.** Cela implique aussi des **investissements matériels** : rénovation du bâti, constructions d'établissements, équipement informatique...

Le plan d'urgence pour l'éducation passe également par la revalorisation des personnels. Dans un contexte de « vie chère » avec l'envolée du coût de la vie (logement, énergies...), l'austérité sur les salaires des fonctionnaires est encore plus pesante avec un point d'indice gelé quasiment sans exception depuis 2010 ! La « revalorisation » Blanquer n'est qu'une vaste mascarade qui touchera, par un système de prime, seulement une minorité de collègues enseignant·es en début de carrière. Les revalorisations annoncées pour les AESH ou la filière administrative sont tout aussi dérisoires, quand d'autres catégories sont totalement oubliées (santé-sociaux, vie scolaire). **Une revalorisation générale est urgente, notamment pour les catégories B et C ou les personnels non-titulaires qui bénéficient peu des évolutions liées à l'ancienneté.**

Tous et toutes en lutte !

La grève du 13 fut un moment exemplaire : une grève majoritairement suivie, avec des cortèges unitaires et revendicatifs, une colère attendue face à un ministre qui ne fut jamais autant détesté. Les annonces du soir faites par le Premier Ministre puis le changement de ton de Blanquer le lendemain montrent bien que l'exécutif a été particulièrement fragilisé par cette mobilisation. Les quelques avancées obtenues ne doivent pas nous faire oublier qu'un combat victorieux se construit sur un temps plus long. Nous avons enfoncé un coin, maintenant il faut pousser de manière collective. La CNT-SO appelle à construire la suite en AG, soutient les appels à la grève pour le 20/01 et toutes les initiatives locales de lutte, dans la perspective d'une grève massive le 27/01 en Interpro.

CNT-Solidarité Ouvrière
Éducation / Recherche

fede.educ.public@cnt-so.org

f EducationCNTSO **educationso** **www.cnt-so.org**

